

# Anasse **Kazib** 2022

## UN PROGRAMME RÉVOLUTIONNAIRE

POUR LES TRAVAILLEUR-SE-S, LA JEUNESSE,  
ET LES QUARTIERS POPULAIRES



crédits photos : Cyrille Choupas

**soutenu par** Révolution  Permanente



# SOMMAIRE

**AVANT-PROPOS**

**INTRODUCTION**

## **NOS PROPOSITIONS POLITIQUES**

### **1. un programme économique et social ouvrier face à la crise**

- Contre le chômage de masse, le partage du travail entre toutes et tous ! .....PAGE 13
- Plus un seul travailleur pauvre dans ce pays .....PAGE 14
- Gel des prix sur les produits de première nécessité, mise en place de comités de contrôle et indexation des salaires sur le coût.de.la.vie ..... PAGE 15
- Allocation universelle. Gratuité des transports et des services essentiels .....PAGE 16
- Réquisition des logements vides pour permettre à toutes et tous d’avoir un toit ..... PAGE 17
- Une pension pour vivre, pas pour survivre ..... PAGE 19
- Droit à un départ anticipé à la retraite. Interdiction du travail de nuit .....PAGE 20
- Nationaliser l’industrie pharmaceutique sous contrôle des travailleurs .....PAGE 22
- Pour un véritable accès à la santé ..... PAGE 23
- Contre la marchandisation, pour des services publics de qualité..... PAGE 25
- Ouverture des livres de comptes des entreprises qui licencient ..... PAGE 27
- Nationalisation sans indemnité ni rachat et sous contrôle des travailleurs.....PAGE 28
- Nationalisation sous contrôle ouvrier du secteur financier ..... PAGE 29



**2. face à la catastrophe écologique... PAGE 30**

**3. du côté d'une jeunesse qui se bat pour un autre avenir PAGE 34**

**4. contre le racisme, la répression et les violences policières PAGE 38**

- Contre la répression, les contrôles au faciès et les violences policières.... PAGE 39
- Les « revendications » des forces de répression ne sont pas les nôtres ....PAGE 42
- Contre une « justice » au service du système .....PAGE 43
- Contre le racisme structurel et d'Etat, contre l'islamophobie .....PAGE 44
- Pleins droits pour les immigrés et les réfugiés.....PAGE 46

**5. un véritable plan contre toutes les violences faites aux femmes PAGE 49**

**6. pour l'autodétermination des personnes LGBTI et pour la liberté sexuelle PAGE 52**

**7. Contre la Ve République, contre les professionnels de la politique ....PAGE 56**

**8. Pour le droit à l'autodétermination des peuples dominés et colonisés....PAGE 58**

**9. À bas l'impérialisme ! .....PAGE 60**

**10. Ni Frexit ni Europe du Capital.....PAGE 62**

**11. Pour un gouvernement des travailleuses et des travailleurs, des classes populaires et de toutes et tous les exploités et opprimés, en rupture avec le capitalisme ..... PAGE 64**

*À quelques mois de l'échéance présidentielle, une chose est sûre : le climat de campagne sera particulièrement réactionnaire. Cela fait plusieurs mois déjà que la course aux propositions sécuritaires et xénophobes et aux déclarations chocs est lancée. La candidature probable d'Éric Zemmour, qui a construit sa carrière sur les outrances racistes et sexistes, donne le ton à une droite de plus en plus raidie et aigrie, qui promet l'ordre et la sécurité. Le Pen a beau jeu de se démarquer avec un peu de vernis « social et populaire », elle n'a pour objectif que de fragmenter davantage notre camp social tout en préservant les intérêts du grand patronat.*

*À « gauche », les candidates et candidats essaient de faire oublier que cela fait plus de quarante ans qu'ils gouvernent ensemble, depuis Mitterrand, sous Jospin ou sous Hollande. S'ils prétendent que « cette fois, c'est la bonne », une fois au pouvoir, leurs belles paroles de campagne se transforment systématiquement en attaques contre le monde du travail.*

*Ce n'est pas l'écologie de gouvernement de Yannick Jadot, les promesses d'augmentation des profs d'Anne Hidalgo, les moyens supplémentaires pour les forces de répression défendus par Roussel ou la VI<sup>e</sup> République de Jean-Luc Mélenchon qui répondront aux revendications profondes que nous avons défendues ces dernières années, au cours des mobilisations contre le matraquage néolibéral et les contre-réformes, sous Sarkozy comme sous Hollande ou sous Macron.*

*Dans un paysage politique éclaté, l'actuel président s'imagine ainsi déjà reconduit à l'Élysée en relançant le « en même temps » et le « ni droite ni gauche » d'il y a cinq ans. Mais « entretemps » il y a eu les cadeaux au patronat, les contre-réformes sociales, les mauvais coups portés au pouvoir d'achat et aux salaires, les licenciements et les lois sécuritaires et racistes. Un programme et un bilan « de droite » qui, loin de lui « barrer » la route, fait le lit de la droite la plus extrême.*

*Pour 2022, c'est donc toujours le même scénario qui nous est proposé. Mais cette fois-ci on perçoit un peu de nervosité chez les états-majors politiques : tous sont bien conscients que la fracture entre représentants et représentés s'est aggravée.*

*En réponse, leurs surenchères réactionnaires ont pour objectif de remobiliser leur électorat et de maquiller les attaques contre nos droits qui se préparent, en prétextant que la majorité de la population serait obsédée par l'immigration et la sécurité.*

*Pourtant, les luttes, les combats et les résistances que nous avons menés vont à l'encontre de ce récit. Depuis cinq ans c'est la défense de nos retraites, de nos salaires, le refus de la privatisation de nos services publics, le rejet du racisme, des violences sexistes et des lois sécuritaires qui ont mis des millions de personnes dans la rue. Si ces luttes ont parfois réussi à enrayer la machine, le monde du travail, les classes populaires et la jeunesse ont néanmoins payé au prix fort les conséquences de la crise économique, d'abord, et de la crise sanitaire, ensuite. Si rien ne se passe, c'est nous qui risquons de payer également la facture de la catastrophe écologique en cours et que le capitalisme est incapable d'arrêter. C'est en ce sens que le seul espoir pour les classes populaires, pour les jeunes générations et pour la planète, c'est un espoir révolutionnaire : celui de renverser ce système et le transformer de fond en comble.*

*C'est pour cela que dans les élections à venir il est nécessaire de faire entendre une voix radicalement alternative à ce concert de professionnels de la politique, de complices dans l'exercice du pouvoir, de partisans des contre-réforme pour nous taper aux poches, réduire nos allocations ou nous matraquer, dès lors que l'on relève la tête. Cette voix doit être anticapitaliste et révolutionnaire, et donc écologiste, car nous devons nous battre contre un système et sa logique mortifère. Communiste parce que nous luttons pour une autre société, organisée autour de nos besoins collectifs et non des profits d'une minorité. Internationaliste parce que nous sommes résolument anti-impérialistes et nous combattons les coups portés par la bourgeoisie française aux quatre coins du globe. Antiraciste et féministe parce que nous combattons toutes les oppressions de ce système.*

*Cette voix, c'est celle que veut incarner la candidature d'Anasse Kazib. Une candidature sans concessions qui incarne le renouveau des combats des travailleurs et des travailleuses, des quartiers et de la jeunesse. C'est le sens du programme que nous détaillons ici et qu'Anasse présentera dans la prochaine période. Mais c'est uniquement en nous l'appropriant, en le reprenant chaque fois que cela est possible et en le portant dans nos combats que nous pourrons l'imposer pour battre en brèche les projets du patronat et passer, à notre tour, à l'offensive. C'est ce dont nous avons besoin pour rendre coup pour coup à cette société et en construire une nouvelle, socialiste et libérée de l'exploitation et de toutes les oppressions.*

# INTRODUCTION

## une offensive patronale qui a trop duré

Cela fait des décennies que la bourgeoisie mène une guerre en règle contre le monde du travail et les classes populaires. Sous la droite comme sous la gauche, nos conditions de vie et de travail n'ont fait que reculer. Si l'on en croit la Banque de France, la part du PIB, c'est-à-dire des richesses produites, revenant au travail est ainsi passée de 75% en 1980 à 68% en 2015. Cela s'est traduit par une précarisation d'une partie considérable de la population que l'on peut observer tous les jours. Dans nos milieux, la peur de basculer dans la pauvreté est devenue une question centrale.

Alors que les causes structurelles de la crise de 2008 ne sont en rien résolues, c'est dans ce contexte que la pandémie de Covid-19 a percuté de plein fouet une économie mondiale déjà en grande difficulté. Pour contenir la crise, des centaines de milliards d'euros ont été distribués aux grandes entreprises du CAC 40. Un « quoi qu'il en coûte » qui a eu pour corrélat l'explosion de la dette publique, qui s'établit désormais à 115% du PIB à la mi-2021, contre 97% du PIB avant la crise. Les gouvernements, de gauche comme de droite, nous avaient pourtant rebattu les oreilles sur le fait que les caisses étaient vides... Pas pour tout le monde, on l'a bien compris.

# Face à la crise, la bourgeoisie radicalise son programme

Le programme de la bourgeoisie et de ses représentantes et représentants politiques est clair : tous leurs candidats et candidates prônent la régression sociale, y compris Marine Le Pen et Éric Zemmour. Denis Kessler, ancien vice-président du Medef et aujourd'hui président du groupe d'assurance Scor, le synthétisait d'ailleurs sans ambiguïté après l'arrivée à l'Élysée de Nicolas Sarkozy : « La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en œuvre entre 1944 et 1952, sans exception. Il est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défier méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance. »

Roland Lescure, porte-parole de la macronie, reprenait dernièrement cette idée en appelant la majorité à « aller plus loin plus fort » : « Le second quinquennat doit être un premier mandat multiplié par dix [et renverser] la formule magique de la vie politique française, le gaullisme, pour [remettre] en cause le modèle économique et social interventionniste qu'il a engendré. »

Ce programme réactionnaire, déjà à l'œuvre, s'accompagne d'un tournant autoritaire dans tous les domaines de la vie sociale : du droit à se faire soigner jusqu'aux moindres libertés démocratiques, à commencer par le droit de manifester, tout est remis en question. Cette régression économique, sociale, démocratique et culturelle découle non seulement des tendances à la décomposition du capitalisme actuel, mais elle est aggravée par la perte d'influence de l'impérialisme français sur la scène mondiale.

# L'impérialisme français en déclin

Ainsi, les projets de l'impérialisme hexagonal de peser dans la cour des grands, portés dans la période d'après-guerre par le gaullisme, ont été douchés avec la réunification allemande qui a fait pencher le rapport de force au sein de l'Union européenne en faveur de Berlin. Plus proche de nous, le camouflet infligé par Biden avec l'annulation du contrat de vente de vingt sous-marins à l'Australie est un autre signe de la perte d'influence de l'impérialisme français. Mais le cantonnement de la France à un statut de plus en plus secondaire sur le plan international n'a pas impliqué une diminution de l'agressivité de l'impérialisme français. Celle-ci s'est au contraire considérablement renforcée. C'est ce qu'indiquent la multiplication et l'intensification des aventures militaires françaises à l'étranger avec, en retour, des conséquences majeures comme l'ont montré les ignobles attentats terroristes qui ont frappé l'Hexagone ces dernières années.

Mais le rôle de gendarme impérialiste que la France continue à vouloir endosser, en Afrique notamment, n'a pas permis d'enrayer son déclin économique et commercial. Au Sahel, d'ailleurs, ces opérations militaires risquent de se transformer, pour Paris, en un Afghanistan à échelle réduite. A ceci près : contrairement aux États-Unis en Asie centrale, la France ne peut se retirer d'Afrique. Comme le rappelait Jacques Chirac en 2002, sans l'Afrique, c'est-à-dire sans le pillage systématique et le vol planifié de ses richesses, « la France deviendrait une puissance de troisième rang ».



# Des résistances à intensifier et à coordonner

Sur le plan intérieur, la crise d'hégémonie de la bourgeoisie, apparue au grand jour avec le second tour de la présidentielle Chirac-Le Pen de 2002, puis en 2005 avec la victoire du « Non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen et lors de la grande révolte des banlieues, s'est poursuivie sous Hollande. Depuis, elle a continué à s'aggraver jusqu'à se traduire aujourd'hui par une crise de légitimité du pouvoir d'État sans précédent depuis plusieurs décennies.

Du soulèvement des Gilets jaunes à la grève historique contre la réforme des retraites de l'hiver 2019-2020, des manifestations de masse contre les crimes policiers à l'appel notamment, du Comité Adama, en passant par l'opposition à la loi « sécurité globale », on assiste à une accentuation de la rupture entre, d'un côté, la majorité de la population et, de l'autre, le discours

du pouvoir et des élites politiques, économiques et culturelles du pays. L'hégémonie néolibérale, qui a toujours peiné à s'imposer en France, s'avère de plus en plus fragile et, ce, malgré l'intensification annoncée des politiques néolibérales d'agression sociale pour que la dette générée par la crise du Covid soit remboursée en tapant dans les poches des travailleurs et des classes populaires. Enfin, cette fracture entre représentants et représentés ne fait qu'aggraver les caractéristiques bonapartistes du régime, les traits les plus réactionnaires et verticalistes de la V<sup>e</sup> République. Dans ce cadre, il est possible que l'augmentation de la colère sociale conduise à une radicalisation de la lutte des classes. C'est cette crainte qui s'est exprimée, à l'été 2021, dans la tribune ultra-réactionnaire signée par des dizaines de militaires hauts gradés désireux de resserrer les rangs et de souder le corps social à droite.

# s'organiser et faire de la politique pour passer à la contre-offensive

Cependant, pour donner un débouché à la dynamique de lutte de toutes et tous exploités et opprimés en cours depuis le mouvement contre la Loi Travail en 2016, il faut un nouveau programme et de nouveaux visages.

En ce sens, la candidature d'Anasse 2022 cherche à exprimer la radicalité de la nouvelle génération ouvrière, la politisation croissante de la « France d'en bas » et à unifier notre camp.

Des quartiers populaires aux « territoires oubliés » du mouvement des Gilets jaunes en passant par les livreurs, les caissières, les intérimaires, les soignantes et soignants, les salariés du nettoyage, ce sont celles et ceux qui ont continué de faire tourner la société pendant la pandémie qui méritent de la diriger. Mais pour cela, il faut un programme de la classe ouvrière, du monde du travail, socialiste et révolutionnaire, qui permette aux mobilisations d'aller au-delà des luttes défensives pour porter la perspective d'un gouvernement du monde du travail et pour le monde du travail, un gouvernement des travailleuses, des travailleurs et des classes populaires.

des travailleurs sociaux  
et des quartiers populaires

Anass  
Kazib



# NOS PROPOSITIONS POLITIQUES

1.

# contre le chômage de masse, partager le travail pour travailler toutes et tous, avec maintien des rémunérations et augmentation des salaires les plus bas

Il est inadmissible que des travailleurs soient privés d'emploi ou condamnés à la précarité alors que d'autres s'épuisent par de longues journées et de lourdes charges de travail.

**Il faut interdire immédiatement les licenciements, y compris pour les CDD et intérimaires qui doivent avoir accès à un CDI. Pour donner du travail à celles et ceux qui sont au chômage, il faut réduire le temps de travail de ceux qui ont un emploi. Nous nous opposons radicalement à toute réduction des prestations allouées aux chômeurs, censé les « inciter » à accepter n'importe quel emploi.**

La réforme de l'assurance-chômage imposée par le gouvernement, qui réduit la couverture et l'accès aux droits va fragiliser un peu plus encore celles et ceux qui sont privés d'accès au marché du travail ou condamnés à enchaîner les CDD et les contrats précaires. C'est la vie de millions de familles populaires qui est impactée.

Si on ne change pas tout de suite de logiciel, toutes les tendances à l'œuvre vont se durcir, avec une augmentation de la fragmentation du marché du travail à travers la multiplication des statuts précaires sous la double pression de la recherche de rentabilité des entreprises et du rééquilibrage des finances publiques. Si le capitalisme n'est même plus capable d'assurer aux travailleuses et aux travailleurs le seul droit qu'ils ont dans cette société, celui de se faire exploiter, alors il faut le renverser.

# plus un seul travailleur pauvre dans ce pays : 300€ d'augmentation de salaire pour toutes et tous, SMIC à 1800€ nets et égalité salariale hommes-femmes

Tous les hommes et femmes politiques, macronistes et opposition confondus, font de la démagogie électorale autour des questions de pouvoir d'achat. C'est l'un des sujets qui inquiète le plus la population comme a pu le montrer la crise des Gilets jaunes. Mais cette année encore les salaires ne devraient augmenter en moyenne que de 0,6%, bien en deçà de l'inflation. L'une des caractéristiques du capitalisme contemporain, c'est l'existence de poches de plus en plus importantes de travailleurs pauvres. La crise sanitaire a révélé à quel point les fonctions les plus utiles à la société sont aussi le plus souvent les moins bien rémunérées. Nous avons vu aussi que très souvent ces fonctions sont exercées par des femmes, pour des salaires 17% inférieurs, en moyenne, à ceux des hommes.

**Il est urgent d'en finir avec cette situation à travers une augmentation généralisée des salaires de 300 euros net pour toutes et tous, qui permettrait d'unifier les revendications de l'ensemble du monde du travail. Il faut une revalorisation immédiate du SMIC à 1800 euros nets. Contre les discriminations et l'arbitraire patronal à l'égard des travailleuses, à travail égal il faut l'égalité salariale, dans le public comme dans le privé.**

A ceux qui demanderont comment financer ces mesures, nous répondons sans ambiguïté : en prenant sur les profits qui ne cessent d'augmenter et ont même battu des records durant la crise sanitaire, en prenant sur les grandes fortunes ainsi que sur les sommes faramineuses que les riches cachent dans des paradis fiscaux.



# Gel des prix sur les produits de première nécessité, mise en place de comités de contrôle et indexation des salaires sur le coût de la vie

Tout le monde a pu constater la flambée des prix des denrées alimentaires ces derniers temps, des carburants, pour ne pas parler des factures d'énergie (gaz, électricité, etc.). Alors que l'Insee a annoncé une inflation globale de 1,9% sur l'année en cours, un chiffre sans doute bien en deçà de la réalité, les produits agricoles et alimentaires, eux, augmentent de plus de 8%.

De nombreux patrons ont déjà annoncé qu'ils pourraient répercuter ces hausses sur les consommateurs, directement ou indirectement. D'autres, comme Yves Puget, spécialiste de la grande distribution, ont annoncé qu'il serait possible « de jouer sur les recettes. Là où il y avait du beurre, on met de la margarine. On peut aussi jouer sur les quantités. Là où il y avait plus de 100 grammes, on ne met plus que 80 grammes. Au lieu de 10 gâteaux, on n'en met plus que 8 ». En d'autres termes, nous faire manger n'importe quoi ou faire baisser encore plus la qualité des seuls produits qui nous sont accessibles.

**Face à cette situation, des comités populaires, de quartier, de consommatrices et de consommateurs, devraient s'organiser pour surveiller les prix, mesurer l'inflation réelle, la qualité des denrées et exiger de l'État un gel des prix pour tous les produits de première nécessité, y compris des loyers. Et comme le coût de la vie ne cesse d'augmenter, il faut imposer, a minima, que les salaires suivent à travers un mécanisme d'indexation des salaires et des pensions sur le taux d'inflation.**

**Allocation universelle à la hauteur du smic pour toutes celles et tous ceux qui se retrouvent sans revenus ou avec des pertes considérables. gratuité des transports, de l'accès au téléphone et à internet. gel ou remise des loyers et des factures d'eau, gaz et électricité pour les plus précaires. Echelonnement des crédits, annulation pour les plus démunis et suppression des frais bancaires**

La crise sociale prend des allures dramatiques et elle s'est aggravée avec la pandémie. Pour celles et ceux qui ont perdu toute source de revenu pendant la crise, c'est la pauvreté, voire la misère, qui les guettent, eux et leur famille.

Les plus jeunes, notamment les enfants, se sont retrouvés particulièrement impactés et parfois, en situation de détresse alimentaire. Selon le Secours populaire, 30 % de la population déclare avoir de plus en plus de difficultés à accéder à une alimentation saine permettant de faire trois repas par jour et 20 % à sauter des repas pour des raisons financières. La priorité, en effet, va au paiement des loyers ou aux remboursements des crédits.

**L'État doit immédiatement fournir à toutes et tous les moyens de vivre dignement et geler voire suspendre et annuler toutes les charges sur les services essentiels.** Et de l'argent, il y en a comme en témoigne le « quoi qu'il en coûte » qui a permis de soutenir les grands patrons. Au lieu de subventionner leurs bénéfices record, il faut, à l'inverse, soutenir de toute urgence les plus fragiles et les plus précaires.



# Réquisition des logements vides pour permettre à toutes et tous d'avoir un toit. Plan de travaux publics pour rénover et construire des logements sociaux et en finir avec le mal-logement

Comme on a pu le voir avec la pandémie et les confinements, jamais la situation du mal-logement n'a été aussi dramatique et elle ne cesse de se dégrader. En effet, ce n'est pas la même chose d'être confiné dans sa résidence secondaire, avec vaste jardin, que dans un micro-appartement surpeuplé et insalubre. Parallèlement, près de 300 000 personnes sont sans domicile en France. L'hébergement d'urgence, lui, est saturé. Ce sont plus de 12 millions de personnes qui sont aujourd'hui touchées, de près ou de loin, par la crise du logement. Pourtant, il existe plus de 3 millions de logements vides dans le pays, le plus souvent dans le parc immobilier contrôlé par des grands groupes ou encore par l'État.

**Il faut réquisitionner sans indemnités tous les logements vides et vacants. Parallèlement, il faut exproprier l'ensemble des marchands du sommeil et en finir avec ce business consistant à faire vivre dans des conditions indignes et dangereuses les franges les plus précaires de notre classe.**

**Il faut, par ailleurs, bloquer immédiatement les loyers et les baisser, sur proposition des comités populaires de quartier, dans les zones livrées à la spéculation, mettre en place un programme ambitieux de rénovation de logements et de bureaux vides ainsi qu'un plan de construction de logements sociaux, de très haute qualité, éco-compatibles et durables, qui aurait le double avantage d'apporter une réponse de fond au problème du mal-logement et de créer des emplois.**

POUR VIVRE  
PAS POUR SURVIVRE !

PLACE

AUX TRAVAILLEUR•SES

ET À LA JEUNESSE !



soutenu par  
Révolution  
Permanente

Anasse  
**Kazib**  
2022

[www.anassekazib2022.fr](http://www.anassekazib2022.fr)

# une pension pour vivre, pas pour survivre

Sur la question des retraites, l'objectif est clair pour le patronat et le gouvernement : nous faire travailler davantage et plus longtemps pour une retraite réduite à peau de chagrin. Voilà ce qui se cache derrière la fin des régimes dits spéciaux et ce que veut dire stabiliser la part des retraites dans le budget alors que le nombre des seniors augmente. De même, le montant de 1000€ minimum proposé par Macron est très loin du compte pour pouvoir vivre décemment.

Ce qu'il faut, c'est un minimum vieillesse ou des pensions au moins au niveau du SMIC, quels que soient le nombre de trimestres cotisés, et qui doivent être revalorisés, comme tous les minima sociaux, de façon à garantir l'ensemble des besoins. Les travailleuses et travailleurs ayant touché, un temps, les minima sociaux ou ayant été en congé maladie ou de longue durée, sont décomptés de ces périodes au moment du calcul de leurs annuités. Ils ne doivent pas subir cette double peine et être handicapés davantage au moment du calcul de leur retraite. Nous exigeons également le remplacement du système par répartition, financé avec les cotisations sur les salaires, par un impôt sur le grand patronat, de même que l'alignement de l'ensemble des régimes de retraites sur ceux qui sont les plus favorables. Contre la logique du capital consistant à élever l'âge de départ, nous défendons le rétablissement de la retraite à taux plein à 60 ans, avec 37,5 annuités de cotisation, et le droit au départ à 55 ans, à taux plein, pour tous les métiers pénibles, à commencer par ceux de l'industrie.

# droit à un départ anticipé à la retraite pour toutes celles et ceux qui assurent un travail pénible. interdiction du travail de nuit, des horaires décalés et du travail du dimanche dans les secteurs non essentiels

L'espérance de vie en bonne santé, c'est-à-dire sans séquelles liées au travail et sans maladies professionnelles, est de 59 ans pour un ouvrier, soit dix ans de moins que pour un cadre. Une telle inégalité montre combien l'exploitation capitaliste marque les corps et les esprits des salariés alors que la souffrance au travail explose. Aucun des candidats de la bourgeoisie n'en parle, et pour cause.

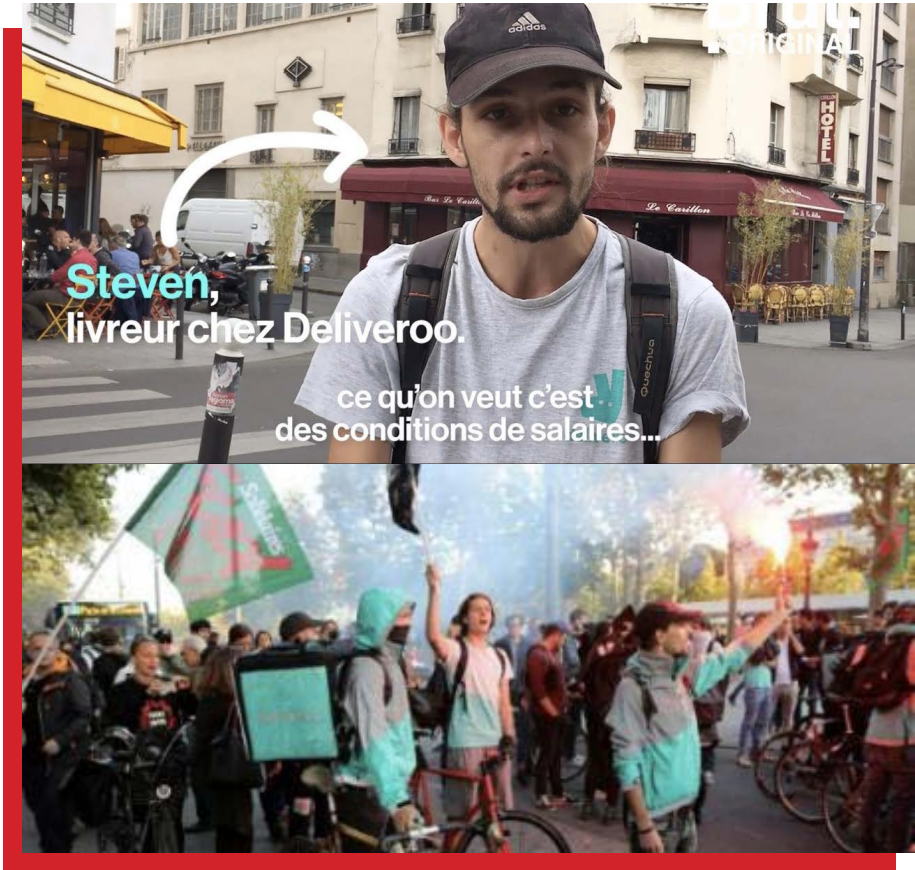
Face à la soi-disant pénibilité, édulcorée et réduite à deux ans maximum, évoquée à un moment par Edouard Philippe au cours de sa tentative de contre-réforme des retraites, nous voulons des critères collectifs et de classe : par métier, par entreprise, par établissement (industrie, services, éducation...), service ou atelier.



Comme pour l'amiante, la reconnaissance de dangers au travail doit déboucher sur l'ouverture de droits à tous les salariés qui ont travaillé dans ces secteurs. Parallèlement et dans tous les secteurs d'activité non-essentiels, nous exigeons l'interdiction du travail de nuit, des horaires décalés et du travail du dimanche imposé, qui brisent la santé des travailleurs et les vies de famille.

« L'ubérisation » du travail, cette façon dont les « capitalistes 2.0 » essaient de nous précariser davantage en transformant des salariés en auto-entrepreneurs fictifs, consiste à rétablir le contrat de gré-à-gré et le salaire à la tâche.

**Nous soutenons l'ensemble des luttes dans ce secteur pour la reconnaissance par les travailleuses et les travailleurs qui y sont employés de leur caractère de salariés, avec les droits afférents, sur le plan social, salarial et syndical.**



# **Nationaliser l'industrie pharmaceutique et placer le secteur au service de la santé de la population, pas des profits !**

Comme toutes les entreprises capitalistes, la priorité des grandes firmes pharmaceutiques commence et se termine par les profits des actionnaires. Les capitalistes qui possèdent Pfizer, Moderna, Sanofi ou AstraZeneca ne fournissent pas un service, bien au contraire.

En revanche, la population se retrouve prise en otage par ces multinationales qui devraient assurer un service essentiel. Certains disent que la conception et la mise en place de vaccins anti-Covid en un temps record par des équipes de chercheuses et chercheurs travaillant pour ces grands groupes démontrent la supériorité du privé, comme si aucun progrès ne pouvait être réalisé sans concurrence ni profit.

Mais tout dans l'histoire des vaccins et de la recherche médicale, de l'insuline à la pénicilline en passant par le vaccin contre la polio, montre que les instituts universitaires, à but non-lucratifs ont assuré cette tâche pendant des décennies. En revanche, la propriété privée des entreprises pharmaceutiques et la subordination du monde universitaire à la logique du profit étouffent le progrès médical et technologique. La grande majorité des entreprises pharmaceutiques consacrent à peu près les mêmes sommes à la publicité et au marketing qu'à la recherche et au développement.

Comme dans d'autres branches de l'économie, le pourcentage du chiffre d'affaires réinvesti dans la recherche est d'ailleurs en baisse.

Entre les mains du privé, la recherche et la production pharmaceutiques sont subordonnées aux intérêts commerciaux de quelques riches capitalistes, au détriment de notre santé à toutes et tous. Le seul aspect positif de la pandémie, s'il y en a un, c'est que la population a pu prendre conscience de la nécessité d'un contrôle démocratique sur les industries essentielles, au premier rang desquelles se trouvent les grandes entreprises pharmaceutiques.

**La santé ne doit plus être une marchandise. C'est pour cela que nous exigeons la nationalisation sans indemnité ni rachat et la démocratisation immédiates de l'industrie pharmaceutique ainsi que la levée immédiate des brevets sur les vaccins et les traitements contre la Covid-19. Mettons les connaissances scientifiques collectives des chercheuses et des chercheurs au service de l'humanité et non de la rapacité des actionnaires.**

# Pour un véritable accès à la santé, une sécu universelle, payée par les patrons et couvrant l'ensemble des soins

Si la pandémie a mis en lumière la façon dont la Santé publique a été maltraitée au cours des dernières décennies après avoir subi contre-réformes, coupes budgétaires et réductions drastiques de personnel, la question de l'accès aux soins et du coût de la couverture médicale dans le budget des ménages est une véritable inquiétude depuis longtemps déjà.

Le problème n'est pas seulement le fait que des millions de familles vivent dans de véritables déserts médicaux ou loin des centres de soins, du fait de la fermeture de centres hospitaliers ou de maternités au nom des restrictions budgétaires. Le poids des mutuelles, le déremboursement de certains médicaments, l'absence ou le mauvais remboursement de certains soins (lunettes, soins dentaires, etc.) sont un poids conséquent dans le budget des familles. C'est une aberration.

**La santé ne doit pas être un « budget » mais un droit, universel, gratuit, financé non par notre salaire différé mais intégralement par les cotisations patronales et sur la base de la nationalisation de toutes les mutuelles et leur intégration à la Sécu, gérée par les professionnels du secteur et les usagers, garantissant un remboursement intégral des soins pour tous celles et ceux qui résident sur le territoire.**





# contre la marchandisation, pour des services publics de qualité sous contrôle des travailleurs et des usagers

Pour le patronat, il est trop onéreux ou complexe, en termes d'investissements initiaux et de maintenance, de gérer certains secteurs de l'économie. Au fil du temps, ils ont été délégués à l'État qui a pris et continue à en prendre en charge des pans entiers. Ces secteurs, en effet, sont vitaux pour que les patrons puissent faire de l'argent ainsi qu'au fonctionnement du système en matière de reproduction et de circulation du capital. Ainsi, les services publics ont toujours été, en dernière instance, des « services de classe », au service de la classe dominante.

Cela vaut également pour l'Éducation, destinée à former les jeunes pour les besoins du capital et du marché du travail, pour la Santé, chargée d'accompagner, dans les meilleures conditions possibles, celles et ceux qui sont destinés à produire pour le capital. Mais lorsque ces mêmes secteurs peuvent devenir ou redevenir rentables, alors ils sont privatisés intégralement ou à la découpe, comme dans le cas des autoroutes, du secteur de l'énergie, des communications ou, dernièrement, des transports. L'État garde à sa charge ce qui coûte le plus et délègue au privé tout ce avec qui permet de rapporter de l'argent. Cette tendance s'est accélérée au cours des dernières décennies, sous l'impulsion notamment des politiques néolibérales visant à désengager l'État de tous les espaces potentiellement rentables pour le capital et dont il avait pu être, un temps, écarté.

C'est la logique inverse que le mouvement ouvrier et les classes populaires doivent imposer : défendre les services publics contre le rouleau-compresseur des privatisations, certes, mais également défendre la perspective de véritables services publics de qualité qui devraient être gérés en fonction des besoins de la population, sous le contrôle des salariés des secteurs concernés et des usagers, et non en fonction d'une logique court-termiste et marchande. Notre vie, notre santé, la formation des jeunes, la sécurité des transports, l'accès à l'énergie, à l'eau et aux services essentiels sont bien trop importants et représentent autant de questions beaucoup trop essentielles pour les laisser

aux mains de technocrates et de politiciens qui n'ont qu'un objectif : passer le relais au privé dès qu'ils le peuvent ou en assurer une gestion au rabais.

**C'est pour toutes ces questions qu'il faut imposer la renationalisation de l'ensemble de ces secteurs, sous le contrôle des travailleuses et des travailleurs et des usagers, en fonction de nos propres besoins et pour améliorer nos conditions de vie en commun. Dans l'immédiat, cela passe par le gel de l'ensemble des tarifs des services qui n'ont cessé de grimper ces dernières années, ou leur gratuité pour les familles les plus modestes, et la gratuité de l'ensemble des transports sur le territoire. Le privé et l'État ont fait suffisamment d'argent sur notre dos pour financer ce qui ne serait, a minima, qu'un juste retour à la normale.**



# ouverture des livres de comptes des entreprises qui licencient. rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes. récupération de l'argent public offert aux entreprises qui licencient. Augmentation des amendes pour les grands fraudeurs du fisc et des moyens pour en finir avec l'évasion fiscale

Comme toujours, gouvernement et patronat nous expliqueront que ce que nous demandons est irréaliste et qu'il n'y aurait jamais assez d'argent pour financer tout cela. Si l'on en croit la presse patronale, au premier semestre 2021, les résultats des entreprises du CAC 40 ont progressé d'un tiers par rapport à l'excellent premier semestre 2019, avant la crise du Covid. Le taux de marge des entreprises devrait atteindre 35 % cette année : un record absolu. La France, par ailleurs, est le premier pays au monde en matière de distribution de dividendes. Ils ont été multipliés par trois par rapport à l'an dernier. A cela s'ajoutent 100 milliards d'évasion fiscale annuelle et les milliards qui ont été offerts aux grandes entreprises avec la crise du Covid. On ne parlera pas des salaires mirobolants de certains PDG ou du fait que l'ISF, avant sa disparition, rapportait tous les ans 5 milliards à l'État.

Alors oui, comme on l'entend souvent en manif, « de l'argent, il y en a dans les caisses du patronat ! ». Et si les patrons veulent nous prouver le contraire, ils n'ont qu'à rendre accessible et publique la comptabilité des entreprises. Les travailleurs sauront largement établir un autre ordre de priorités pour les dépenses de chaque entreprise et pour l'ensemble de la société.

**Dans ce cadre, nous exigeons la suppression immédiate de la TVA, l'impôt indirect le plus injuste, une forte augmentation de la progressivité de l'impôt, jusqu'à 100% sur les revenus du capital au-dessus de 260.000 euros et la majoration de l'impôt sur les sociétés à 50% minimum.**

# nationalisation sans indemnité ni rachat et sous contrôle des travailleurs de toutes les branches stratégiques de l'économie. priorité aux petits producteurs, artisans et commerçants, pas aux grands capitalistes

L'industrie et les services essentiels sont bien trop importants pour être laissés aux mains de capitalistes qui ne raisonnent qu'en termes de profits. Les travailleurs et les usagers sont les premiers intéressés à ce que les entreprises répondent correctement à nos besoins sociaux, communs. Nous sommes les plus à même de les gérer. Il ne s'agit pas de racheter des entreprises en faillite, ce qui signifierait socialiser les pertes après que les profits, eux, ont été privatisés par les actionnaires pendant de nombreuses années. **Il s'agit, au contraire, de nationaliser toutes les entreprises qui ferment ou licencient ainsi que l'industrie et les services essentiels sans indemnité ni rachat, sous contrôle des travailleurs et au service des besoins de la population.**

Les 7 milliards de cadeau de l'État à Air France ou les 5 milliards versés à Renault alors que des centaines de milliers de petits producteurs et éleveurs, artisans et commerçants, se retrouvent pris à la gorge par les prêts bancaires, par les groupes de la grande distribution et par les grandes entreprises, sont scandaleux. **La priorité des aides et des crédits doit revenir aux premiers, pas à ceux qui ont cumulé des milliards de bénéfices pendant des années.**



# nationalisation sous contrôle ouvrier du secteur financier

D'après la BCE, pour l'année écoulée, ce sont les établissements français qui ont fait le plus de profits au niveau européen au niveau de l'ensemble du secteur bancaire, avec 21 milliards. Les grandes entreprises de la finance, les grandes banques et assurances tout comme les fonds d'investissement font partie intégrante du cycle de reproduction et de valorisation du capital. Ce sont autant d'outils au service des grands patrons pour accélérer la circulation de ce dernier, pour élargir la sphère de reproduction des marchandises et maximiser toujours plus leurs profits. Entre les mains des capitalistes, la finance dirige et contrôle l'ensemble de l'économie du pays. C'est également un outil de spéculation qui montre au grand jour son caractère parasite en s'attaquant, notamment à travers la dette et ses mécanismes, aux peuples des pays les plus pauvres et, plus généralement, au monde du travail et aux classes populaires que l'on tape au portefeuille au nom du fameux principe du remboursement des créanciers.

**Nous exigeons la création d'un monopole public du crédit par l'expropriation et la socialisation des grandes banques et assurances sous contrôle des travailleuses et travailleurs du secteur.** C'est une condition essentielle pour les mettre au service des besoins socialisés de la population, de l'urgence écologique et pour accorder des crédits à taux zéro à l'ensemble des petits producteurs, artisans et commerçants, menacés de faillite dans le cadre de la crise.

# Face à la catastrophe écologique, planifier la production sous contrôle des travailleurs

.2

La catastrophe écologique produite par le capitalisme est plus que jamais sous nos yeux. Réchauffement et changements climatiques, disparition des espèces, destruction des écosystèmes et pollution ont atteint des niveaux inquiétants pour la pérennité même de la vie sur Terre. Face à cela, le « concert des nations » a tenté de se mettre d'accord autour d'un programme «vert» qui s'est traduit par l'Accord de Paris, paraphé par 193 pays en 2016.

Depuis, les objectifs fixés n'ont cessé d'être revus à la baisse. Alors que les ONG et plusieurs forums de la société civile tirent la sonnette d'alarme et indiquent quelles solutions urgentes pourraient être mise en œuvre, les grandes multinationales, pour l'essentiel basées dans les vieux pays impérialistes, continuent à vouloir transformer les pays du « Sud global » en un laboratoire à profits. Les activités les plus polluantes y sont délocalisées pour profiter d'une main-d'œuvre moins coûteuse et de normes socio-environnementales moins contraignantes, voire inexistantes.

La recherche d'une croissance permanente de la production et des ventes en accumulant des masses de capital toujours plus importantes que l'on cherche à valoriser, c'est-à-dire à transformer en profits, va à l'encontre de tout schéma équilibré de production.

L'obsolescence programmée en est un exemple clair. La logique de réduction de la consommation d'énergie devrait conduire à la production de biens « durables » et à une diminution de la vitesse de circulation du capital. Mais cela contrevient au maintien du taux de profit, principalement soutenu, aujourd'hui, par une diminution de la durée de vie des biens produits.

Chaque année, 50 millions de tonnes de déchets électroniques contenant des substances et des matériaux dangereux finissent en grande partie dans les décharges des pays du Sud global, notamment en Afrique. Tout cela pour faire tourner les circuits de production et de vente en lançant de nouveaux produits que l'on distingue de plus en plus difficilement des anciens.

Ces éléments sont autant d'expressions d'un mode de production fondamentalement irrationnel.

Il démontre quotidiennement son incompatibilité avec la préservation de la planète et son incapacité d'appliquer les mesures radicales nécessaires pour limiter le réchauffement climatique à

1,5°C d'ici 2100 et ainsi éviter des basculements irréversibles.

Le « capitalisme vert », prétexte pour ne rien faire ou pour faire des cadeaux aux patrons et s'en prendre aux travailleurs à coups de taxes carbone et de licenciements verts, est une contradiction dans les termes. Les grévistes de la raffinerie de Grandpuits, en Seine-et-Marne, l'ont prouvé à l'automne 2020 en dénonçant le mensonge de la « transition écologique » à la mode Total et en montrant que seul le monde du travail et les classes populaires, à commencer par celles et ceux qui habitent à proximité des sites industriels, ont intérêt et sont capables de concevoir une transformation écologique.

Il en va de même pour le « tout nucléaire », cette « spécificité » française qui a permis à Areva, à la bourgeoisie et à l'État de se faire de l'argent en exploitant les gisements d'uranium au Niger, dans le cadre de la Françafrique, en jouant sur notre sécurité à toutes et tous. Une transition pour sortir du nucléaire ne saurait se faire sans s'attaquer aux patrons du secteur et seuls les travailleuses et travailleurs de l'énergie sont à même de le faire.

Tout ceci implique un contrôle sur les industries et secteurs clés sans lequel il est impossible d'envisager une réorganisation rationnelle et écologique complète de la production, de la distribution et de la consommation.

La sortie des énergies fossiles, composante essentielle de la lutte contre le réchauffement climatique, est par exemple impensable sans exproprier l'ensemble des entreprises du secteur de l'énergie pour les orienter au service du développement de ressources énergétiques durables.

De même, la transformation de nos modes de transport implique un effort sans précédent de développement des transports collectifs, qui passe par l'expropriation des grandes entreprises automobiles et métallurgiques dont la production doit être réorientée.

Sans de tels leviers, tout «plan» se limitera à une liste de recommandations impuissantes adressées à un patronat qui n'entend pas renoncer à ses activités polluantes très profitables. Il suffit de songer au récent méga-projet pétrolier de Total en Ouganda. La minorité des parasites défendront bec et ongles leur système obsolète et criminel qui détruit la planète.

Alors que les manifestations planétaires contre le réchauffement climatique se sont multipliées ces dernières années, il n'y a aucune perspective écologique crédible sans changement de système, sans une lutte de classe résolue, à l'échelle internationale.





POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE  
SOUS CONTRÔLE OUVRIER

PLACE

AUX TRAVAILLEUR•SES

ET À LA JEUNESSE !



*soutenu par*  
Révolution  
Permanente

Anasse  
**Kazib**  
2022

[www.anassekazib2022.fr](http://www.anassekazib2022.fr)

ANASSE KAZI



# DU CÔTÉ D'UNE JEUNESSE QUI SE BATAIT POUR UN AUTRE AVENIR

Au cours des derniers mouvements populaires qui ont secoué la planète, de Hong Kong au Chili en passant par le Myanmar et la France, la jeunesse, les femmes, et les secteurs les plus précarisés de notre classe ont occupé une place prépondérante. Ils et elles sont les perdants des décennies d'offensive néolibérale. C'est le cas, notamment, dans les pays sous domination impérialiste mais également au cœur même de l'impérialisme. En Europe et France, la jeunesse s'inquiète pour son avenir, celui de la planète et de l'humanité dans son ensemble. Avec la pandémie, le chômage et la précarité ont bondi chez les jeunes et des dizaines de milliers d'étudiantes et d'étudiants ont été contraints de survivre grâce aux banques alimentaires pendant que d'autres faisaient tourner la société en seconde ligne face au Covid sans recevoir ni augmentation de salaire, ni prime, ni reconnaissance. Dans les universités, la crise sanitaire a été révélatrice du manque de moyens structurels de l'enseignement supérieur. Elle a aussi été un facteur d'accélération de la sélection qui touche principalement les jeunes des classes populaires.

Les jeunes ne devraient pas avoir à choisir entre pouvoir se nourrir, se loger décemment et étudier. Chaque jeune doit pouvoir étudier, se loger, travailler dans des conditions dignes et avec un revenu pour pouvoir se réaliser et s'émanciper, d'où le fait de revendiquer pour les jeunes un revenu au moins égal au SMIC revalorisé. De la loi « sécurité globale » à la loi de programmation de la recherche, le gouvernement mène une offensive autoritaire jusque sur les lieux d'étude et cherche à criminaliser les luttes antiracistes, féministes et anti-impérialistes en les accusant tour-à-tour « d'islamo-gauchisme » ou de « wokisme ».

**Nous revendiquons l'abrogation de toutes les réformes de sélection à l'université et une augmentation des moyens de l'éducation et de l'enseignement supérieur qui réponde à l'augmentation du nombre d'élèves, d'étudiantes et d'étudiants. Nous défendons la titularisation de tous les précaires, une université véritablement ouverte à toutes et tous, au service des besoins de la majorité et de l'émancipation, à l'opposé du modèle qui nous est proposé aujourd'hui.**

Ce sont sur les enfants, les jeunes, les jeunes femmes, les travailleuses, que pèsent lourdement l'idéologie réactionnaire d'un capitalisme pourrissant qui n'a à offrir que précarité, individualisme, compétitivité, endoctrinement idéologique et débats réactionnaires sur les identités de genre et la sexualité. A l'inverse, ce sont elles et eux, aux côtés du monde du travail, qui peuvent participer à renverser ce système basé sur l'exploitation capitaliste et les oppressions de race et de genre.



POUR UN AUTRE AVENIR !

PLACE

AUX TRAVAILLEUR·SES

ET À LA JEUNESSE !



soutenu par

Révolution  
Permanente

Anasse  
**Kazib**  
2022

[www.anassekazib2022.fr](http://www.anassekazib2022.fr)

JUSTICE  
POUR  
ADAMA

GO HNGR HJ30 HNGO HNG

# 4. contre la répression, les contrôles au faciès et les violences policières

Patrouilles musclées, pratiques coloniales et racistes de surveillance du territoire, contrôles au faciès et des dizaines de blessés, d'éborgnés et de morts à la suite d'interventions policières dans les quartiers et en manifs. Voilà la réalité de la police.

Dans les quartiers populaires, où sont concentrés dans leur grande majorité celles et ceux que l'on assigne à une identité « issue de l'immigration », stigmatisés pour ce qu'ils sont censés être, l'État utilise toutes les justifications, trafic de stupéfiants, insécurité et, dernièrement, les confinements successifs, pour renforcer son arsenal répressif. Quand cela l'arrange, en phase de campagne électorale ou pour faire de la démagogie sécuritaire à bon compte, l'État se concentre sur la criminalité de rue, sur ceux qui, dans une situation de vulnérabilité sociale, sont le dernier maillon des véritables réseaux criminels.



Les opérations de police, menées au quotidien, parfois à grand renfort médiatique, sont aussi une manière d'occulter la véritable criminalité, celle pratiquée en col blanc, par le grand patronat, dans ces entreprises qui ont pignon sur rue, qui brassent des milliards, fraudent le fisc et blanchissent de l'argent en toute impunité. Les annonces de Macron de doubler le nombre de policiers dans les dix prochaines années et de durcir la réponse pénale montrent bien que le renforcement du système répressif sont consubstantiels à l'avancée du néolibéralisme.

Parce qu'en France la législation sur le cannabis, notamment, est l'une des plus rétrogrades en Europe et prétexte à toutes les violences policières, et pour démanteler les mafias, petites et grandes, il faut légaliser, sous contrôle de l'État et avec un suivi médical, lorsque cela l'exige, l'ensemble des substances stupéfiantes et addictives, à commencer par le cannabis, comme c'est déjà le cas avec le tabac, l'alcool et certains médicaments.

Cela ne pourra se faire sans un renforcement de la prévention et de l'éducation, au quotidien, ce qui impliquerait, là aussi, d'en finir avec la casse du secteur éducatif et de la santé.

Il ne peut y avoir de véritable sécurité avec des forces de répression telles que nous les connaissons, même « mieux » formées au respect des valeurs républicaines comme le réclament certains ou en assurant à la marge une meilleure distribution des richesses dans le cadre d'un système qui produit, structurellement, chômage et misère.





Une partie de l'armée industrielle de réserve est brisée par le travail précaire, l'autre est vouée au chômage et une fraction est jetée dans la marginalité et condamnée à la criminalité. Les soi-disant « 600 territoires perdus » ne sont que la partie la plus visible de l'iceberg d'un appauvrissement continu des classes populaires et des quartiers au cours des dernières décennies.

Contre les réactionnaires de droite comme de gauche qui demandent plus de contrôle social et de militarisation des quartiers, **nous nous situons résolument du côté des victimes des violences policières et de leurs familles et, plus généralement, des secteurs les plus vulnérables des quartiers et des classes populaires en butte à l'arbitraire policier. Pour mettre fin à une situation intolérable de vulnérabilité sociale et d'absence d'avenir pour des milliers de jeunes des quartiers, nous exigeons de véritables centres de loisirs, des bourses d'études, et du travail, en CDI, à travers la réduction du temps de travail, avec augmentation des salaires, ainsi qu'un véritable plan de construction de logements publics.**



# LES « revendications » des forces de répression ne sont pas les nôtres

De Macron à Zemmour en passant par Le Pen et une bonne partie de la gauche, les responsables politiques sont tous d'accord pour donner davantage de pouvoir aux flics pour patrouiller, contrôler et matraquer, le tout au nom de la lutte contre l'insécurité. Pour la gauche révolutionnaire, la police, la justice, le système carcéral et celles et ceux qui y travaillent ne font pas partie des services publics. Ils appartiennent à la même structure punitive chargée d'imposer la violence des classes dominantes et de maintenir un ordre social capitaliste, c'est-à-dire intrinsèquement autoritaire, inégalitaire, raciste et patriarcal. Dernièrement, on a vu se multiplier les mouvements de grogne des policiers ou des matons qui ont été défendus par certains, à gauche. Mais ni les policiers ni les matons ne peuvent être considérés comme partie intégrante du monde du travail et du mouvement ouvrier. Leur fonction de garants de l'ordre social prévaut sur leur statut de salariés. Cette fonction implique d'ailleurs la répression systématique des luttes ouvrières et populaires, comme on a pu le voir au cours du mouvement des Gilets jaunes ou de la réforme des retraites, la criminalisation de la pauvreté et une pression constante contre les quartiers populaires.

**Pour toutes ces raisons, nous revendiquons la dissolution immédiate des corps spéciaux (BAC, BRAV, CRS, gendarmerie, etc.) ainsi que l'interdiction de toutes les armes dites non-létales utilisées contre les manifestations. Dans le même sens, nous exigeons le retrait total des lois « sécurité globale » et de responsabilité pénale qui cèdent à des revendications historiques des « syndicats » de police : reconnaissance faciale, drones, création de délits spécifiques concernant la police.**

Il s'agit d'autant d'outils renforçant l'impunité policière et la répression des mouvements et des quartiers populaires. Nous sommes convaincus qu'en dernière instance la sécurité doit et peut être assurée par la population elle-même et non par une corporation d'hommes armés, séparés du reste de la société, au service de l'État capitaliste et raciste et de l'ordre patronal.

## contre une « justice » au service du système

Loin de constituer un pouvoir indépendant, le pouvoir judiciaire est dominé par une caste de juges rattachés par mille et un liens à l'État, à la bourgeoisie et à ses partis. Quelles que soient leurs différences d'approche, les juges et, plus généralement, le cadre juridique de toute société capitaliste, sont structurés par le principe de la préservation de la propriété capitaliste, c'est-à-dire de la défense de la légalité de l'esclavage salarié. C'est une justice de classe, une justice bourgeoise, tout comme le système carcéral. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder du côté des lieux de privation de liberté où les prisonniers sont entassés dans des conditions inhumaines. Dans leur très grande majorité, ce sont des enfants de prolétaires ou des prolétaires eux-mêmes. On sanctionne, par la prison, les petits délits et les atteintes à la propriété, on maintient en quartier de haute sécurité, depuis maintenant près de quarante ans, des prisonniers politiques comme Georges Ibrahim Abdallah, dont nous réclamons la libération immédiate, alors que la grande criminalité qui blanchit, fraude et fait des milliards n'est pas inquiétée.

Pour la bourgeoisie, il faut à tout prix éviter l'ingérence des travailleurs et des classes populaires dans les organes judiciaires. Face à ce système de justice pour les riches, nous revendiquons, à l'inverse, l'élection directe des juges, la généralisation des procès avec jurés populaires aptes à rendre des verdicts et le fait que les magistrats ou fonctionnaires dépendant du ministère de la Justice touchent un salaire équivalent au salaire médian.



# Contre le racisme structurel et d'État, contre l'islamophobie

Le racisme est consubstantiel au capitalisme. Cela est encore plus vrai dans un pays dont la bourgeoisie s'est construite sur le colonialisme, depuis l'époque du commerce triangulaire et des plantations, et dont la richesse continue à se construire sur la déprédation impérialiste perpétrée par l'État français dans toutes ses zones d'influence, à commencer par les pays du Sud.



Quoi qu'en disent les discours officiels, l'État, à travers ses différents rouages et ses institutions, est un État raciste. Tout le système est structuré autour d'une hiérarchisation de la société en fonction des nécessités du patronat, qui recoupe des logiques d'assignation identitaire (« ethno-raciales » ou culturelles). De surcroît, l'idéologie dominante et les mécanismes institutionnels nous définissent comme « citoyens » ou « non-citoyens », en fonction de notre passeport ou d'une carte de séjour, ou encore comme « Français » ou « Français issu de l'immigration ».

Pour ne prendre qu'un exemple, dans le service public, on ne peut devenir fonctionnaire qu'en étant de nationalité française ou ressortissant d'un autre État européen, ce qui établit la première forme de préférence nationale à l'embauche. La droite et l'extrême droite ne font que radicaliser ce discours et ces pratiques. La gauche, quand elle a été au gouvernement, a servi l'État et les intérêts du patronat, sans jamais rien changer à cette situation malgré toutes ses promesses.

Depuis une vingtaine d'années, ce racisme prend pour cible celles et ceux que le système assigne au statut de « musulmans » ou « d'arabo-musulmans ». Pour ce faire, l'État instrumentalise notamment la question de la lutte pour les droits de femmes et, surtout, de la laïcité érigée, paradoxalement, en nouvelle religion républicaine. Il instrumentalise également, bien entendu, toutes les idéologies et pratiques portées par l'islamisme ultra-réactionnaire. Le but, en retour, est de légitimer cette campagne islamophobe, alimenter un discours identitaire hexagonal, d'unité nationale derrière l'État et la bourgeoisie, et diviser un peu plus le monde du travail et les classes populaires.

**Nous dénonçons l'ensemble des discours racistes véhiculés par l'État et ses institutions, à commencer par l'islamophobie. Nous dénonçons les dissolutions prononcées par le ministère de l'Intérieur à l'encontre d'associations musulmanes au nom de la lutte contre le terrorisme mais aussi toutes les lois, comme la « loi séparatisme » et celles qui portent sur l'interdiction du port du voile, qui tendent à stigmatiser et isoler les femmes musulmanes ou considérées comme telles. Parallèlement, nous luttons contre le poison du racisme et de l'antisémitisme dont l'extrême droite française reste, aujourd'hui, le principal vecteur, mais qui touche également des secteurs de notre classe. Nous combattons, enfin, pour que le mouvement ouvrier organisé, sur nos lieux de travail et dans les quartiers, soit un rempart contre ces différentes idéologies réactionnaires qui fragmentent notre camp social.**

# Pleins droits de citoyenneté et droits sociaux pour les immigrés et les réfugiés

Comme si l'arrivée de quelques dizaines de milliers de réfugiés pouvait représenter un réel problème pour une puissance économique telle que l'Union européenne, la « crise migratoire » divise de plus en plus les États membres et polarise le champ politique, y compris à gauche où certains cèdent à la démagogie chauvine et xénophobe. On ne part de chez soi que quand on y est contraint et forcé, par l'absence complète d'avenir, par la misère et la guerre qui ravagent les pays les plus pauvres. Cette situation, les impérialistes en sont les premiers responsables. **C'est pour cela que nous défendons l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et le droit à s'installer, ici, pour toutes celles et ceux qui le souhaitent.**

Par ailleurs, à force d'ériger des murs pour empêcher l'entrée des migrantes et des migrants, l'Europe forteresse court le risque d'être à nouveau divisée par des frontières intérieures et, demain peut-être, par de nouvelles guerres provoquées par le déchaînement des nationalismes. **Face à cette dérive réactionnaire nous demandons haut et fort la régularisation immédiate de toutes et tous les sans-papiers, la fermeture des centres de rétention, l'instauration du droit de vote à toutes les élections pour toutes et tous les immigrés, la défense du droit au regroupement familial et l'arrêt immédiat des expulsions.**







# un véritable plan contre toutes les violences faites aux femmes. Pour un féminisme anticapitaliste, antiraciste et internationaliste

A échelle internationale, une nouvelle vague féministe déferle avec des mobilisations massives de femmes, parfois très jeunes, en lutte pour obtenir l'égalité dans la vie, pour le droit à l'avortement là où l'IVG n'en est pas un, ou encore pour dénoncer les violences sociales et sexistes. Les femmes ont également été en première ligne des dernières mobilisations partout sur la planète, des Gilets jaunes en France au Soudan, en passant par le Mexique.

Les femmes restent, à travers le monde, le secteur le plus précaire de la population laborieuse. De plus, près de trente ans après que le 28 septembre soit devenu la Journée internationale d'action pour un avortement légal et sans risques, l'avortement reste illégal dans plus de deux tiers des pays du monde. Enfin, les violences sexuelles continuent d'être un fléau qui touche une femme sur quatre dans le monde, principalement les mineures. En France, une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint. Aussi l'égalité devant la loi ne signifie pas l'égalité dans la vie pour la majorité des femmes.

Cette brutalité n'est que le dernier maillon, cruel et mortel, d'une longue chaîne de violences qui trouvent leur racine dans la société patriarcale et qui sont reproduites et légitimées par l'État et ses institutions, notamment policières et judiciaires. Nous considérons donc que les violences patriarcales ne relèvent pas d'une déviance de certains individus ou d'un problème d'éducation. Les discriminations, oppressions et violences sont présentes dans toutes les sphères, privées, familiales, professionnelles comme l'ont montré les mouvements « MeToo » et « MeToo inceste ».

Le caractère structurellement sexiste de la police, tout comme celui de la justice, s'exprime notamment lorsque ces institutions sont sollicitées pour des cas d'agressions sexistes.

En réalité, la cause des femmes n'intéresse l'État et ses représentants que dans le cadre de ses campagnes de stigmatisation et de dénigrement de certains groupes sociaux et culturels ou désignés comme tels parce qu'ils seraient, soi-disant, particulièrement machistes ou plus homophobes que d'autres. Le gouvernement instrumentalise la lutte pour les droits des femmes pour justifier le renforcement des dispositifs policiers, pour avancer sur son agenda politique sécuritaire et islamophobe comme l'a montré la « loi séparatisme », ou encore pour justifier les interventions militaires de l'État français, comme cela a pu être le cas en Afghanistan, en 2001. En retour, en Europe en général et en France en particulier, les femmes musulmanes ou désignées comme telles font depuis des années l'objet d'une offensive réactionnaire de la part de l'extrême-droite mais aussi des gouvernements successifs. De la loi sur l'interdiction du voile dans les collèges et lycées aux dispositions qui empêchent aux mamans voilées d'accompagner les enfants dans les sorties scolaires, le gouvernement n'a cessé d'utiliser la question de l'émancipation des femmes et de leur corps à des fins racistes.

De même, ces dernières années, les contre-réformes ont un peu plus dégradé les conditions de travail, d'accès à la santé ou à des papiers, d'une grande partie des femmes, des personnes LGBTI ou encore des personnes en situation de prostitution, tout en renforçant l'arsenal répressif de l'État, à l'image de la loi dite « prostitution », de pénalisation des clients, dont nous exigeons l'abrogation.

A l'inverse d'une politique qui met la vie des femmes entre les mains de la police et de la justice, la lutte contre les violences faites aux femmes nécessite la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires pour s'attaquer aux racines et aux conséquences de la violence machiste avec, par exemple, **la mise en place de budgets conséquents pour ouvrir des refuges pour les victimes de violences avec des moyens et des personnels qualifiés, ou encore une éducation aux questions de genre intégrale avec des moyens massifs investis dans les services publics. Cette lutte implique surtout que ce soient les femmes, elles-mêmes, qui fassent avancer ce combat à travers leurs mobilisations, en lien avec le monde du travail qui doit prendre à bras-le-corps cette cause centrale.**

POUR UNE POLITIQUE  
ANTIRACISTE  
ET FÉMINISTE

PLACE  
AUX TRAVAILLEUR•SES  
ET À LA JEUNESSE !



soutenu par  
Révolution  
Permanente

Anasse  
**Kazib**  
2022

[www.anassekazib2022.fr](http://www.anassekazib2022.fr)

# 6 • Face aux réactionnaires de tous bords,

Partout dans le monde, les personnes LGBTI ont joué un rôle majeur dans de récents mouvements sociaux. Les images des militantes trans marchant contre la dictature et en soutien à la grève au Myanmar ou des femmes trans et des personnes non-binaires dansant contre la répression policière pendant le mouvement de révolte en Colombie ont fait le tour du monde. Aux États-Unis, les slogans « Black Trans Lives Matter » (« les vies trans noires comptent ») sont venus s'intégrer à ceux du mouvement « Black Lives Matter » (« les vies noires comptent ») qui s'est érigé contre le racisme systémique. En France, la « génération Adama » s'est mobilisée à Paris récemment par dizaines de milliers pour la Pride radicale, une « contre-Pride » antiraciste et anticapitaliste.

Si la classe bourgeoise et les réactionnaires s'inquiètent de cette jeunesse, une partie des classes dominantes parie sur une politique de pinkwashing pour coopter les jeunes générations.



Mais la réalité des personnes LGBTI est celle d'une violence systémique qui s'est aggravée avec la crise du Covid, notamment dans le cercle familial. Celle-ci s'abat d'autant plus fortement sur les personnes trans qui sont quasiment exclues du marché de l'emploi, augmentant le risque d'être plongés dans des situations de violence par dépendance financière ou dans des situations de grande précarité.

# pour l'autodétermination des personnes LGBTI et pour la liberté sexuelle



Si les conquêtes comme la loi PMA ou l'interdiction des thérapies de conversion sont des avancées indéniables acquises grâce aux mobilisations, elles restent fragiles. En effet, ces deux lois présentent des limites révélatrices quant aux droits des personnes trans. L'accès à la transition médicale est toujours *de facto* psychiatrisé, l'accès à la PMA ou à l'établissement normal de leur filiation n'est toujours pas garanti. Les mutilations que subissent les personnes intersexes à la naissance et durant la petite enfance ne sont toujours pas interdites. Les propos homophobes et transphobes tenus à l'Assemblée pendant l'examen des textes de loi ont montré combien la droite et les réactionnaires en général ont peur des droits LGBTI. Il s'agit, pour eux, d'une attaque insupportable contre l'institution patriarcale et capitaliste de la famille telle qu'elle existe.-

Il n'est pas possible de laisser les droits LGBTI dépendre des calculs électoraux des politiciens bourgeois, ni de laisser les aspirations à la liberté sexuelle et à l'auto-détermination aux mains des grandes entreprises et de leurs campagnes marketing. Le vernis progressiste s'écaille bien vite devant la montée des discours réactionnaires LGBTI-phobes qui ciblent en particulier les personnes trans, y compris au sein des mouvements féministes et LGBTI avec la montée du

mouvement TERF (« Trans-Exclusionary Radical Feminism »). **Face aux réactionnaires de tous bords, nous défendons fermement l'autodétermination et nous battons pour les droits des personnes trans, pour la dépsychiatisation, la gratuité et la liberté d'accès aux soins médicaux nécessaires aux parcours de transition.**

Les violences LGBTI sont particulièrement présentes au sein de la famille. Pour les mineurs, il est urgent de mettre des moyens massifs dans les structures d'accueil et d'exiger une allocation d'autonomie pour tous les jeunes à partir de 16 ans. **L'accès aux soins et à la santé sexuelle est aussi un enjeu majeur pour les LGBTI. Il ne doit être entravé ni par un coût prohibitif, ni par un parcours réhibitoire. Cela passe en premier lieu par des moyens pour les hôpitaux et la levée des brevets sur les traitements et la gratuité des soins et médicaments pour toute personne se trouvant sur le territoire.**



# 7. contre la Ve République, contre les professionnels de la politique et la « démocratie au service des riches »



Le mouvement des Gilets jaunes n'a pas juste revendiqué le droit de dégager le Président. Il a aussi ouvert, largement, une réflexion sur le fonctionnement des institutions de la V<sup>e</sup> République en posant, par exemple, la question de la suppression du Sénat, celle de la réduction du nombre de députés et de leur salaire ou encore des référendums populaires. Certains politiciens cherchent à répondre à ces aspirations démocratiques par des réformes cosmétiques ou, dans le cas de Jean-Luc Mélenchon, par l'évocation d'une VI<sup>e</sup> République aux contours flous.



Les révolutionnaires entendent, à l'inverse, renverser l'État actuel pour le remplacer par un gouvernement des travailleuses et des travailleurs, appuyé sur leurs propres organismes de lutte et d'auto-organisation. C'est en ce sens que dans tous les mouvements sociaux nous cherchons à construire des comités d'action qui puissent assurer le contrôle de la base sur les décisions concernant les mobilisations mais qui préfigurent également ce que serait un pouvoir alternatif à celui des capitalistes.

Dans l'immédiat, nous défendons aux côtés de toutes celles et ceux qui ne supportent plus le verticalisme de la V<sup>e</sup> République une transformation démocratique radicale des institutions qui passe par la liquidation des institutions actuelles et qui s'inspire des expériences démocratiques les plus radicales de la Convention montagnarde de 1793 ou de la Commune de Paris. Contre la V<sup>ème</sup> République, ses traits les plus autoritaires et anti-démocratiques, il s'agit, notamment, d'exiger l'abrogation de toutes les lois et mesures sécuritaires et liberticides, à commencer par la loi « sécurité globale », l'état d'urgence sanitaire qui permet aujourd'hui à Macron de gouverner depuis son Conseil de défense, l'abrogation immédiate du passe sanitaire ainsi que l'ensemble des mesures qui visent à sanctionner les travailleurs sous un prétexte sanitaire, et notamment les soignantes, les soignants et les aides à domicile.

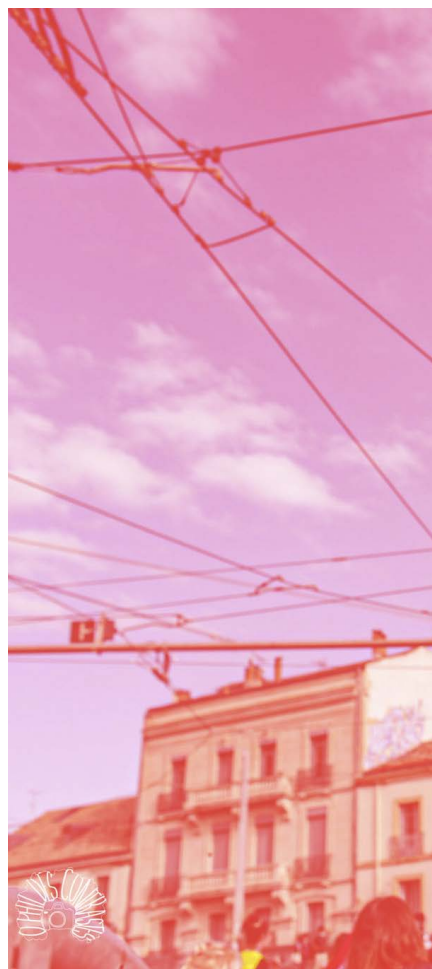
Il ne faut pas simplement en finir avec ces institutions réactionnaires que sont le Sénat et la Présidence. Il faut une assemblée unique concentrant les pouvoirs législatif et exécutif pour assurer le vote des lois issues de la majorité et en assurer l'application. Ses membres devraient être élus pour un mandat de deux ans, au suffrage universel direct par l'ensemble du corps électoral, dès seize ans, sur la base d'assemblées locales, avec la possibilité d'être révoqués à tout moment. Ils ne sauraient toucher davantage que le salaire médian. La politique cessera ainsi d'être un métier, voire une source d'enrichissement personnel. Elle sera, à l'inverse, au service des intérêts collectifs. Le vote sera autre chose qu'un chèque en blanc donné à un candidat bourgeois incarnant la « moins pire des solutions » ou un « moindre mal » par rapport aux réactionnaires déclarés.

Seuls les travailleuses et les travailleurs sont à même de représenter réellement les intérêts de leurs camarades de classe car, comme le disaient les Communards en 1871, elles et ils « vivent leur propre vie et souffrent des mêmes maux ».

# Pour le droit à l'autodétermination des peuples dominés et colonisés par la bourgeoisie française et son État

L'État bourgeois s'est construit sur la conquête et l'absorption par le système capitaliste des marges du territoire hexagonal et s'est consolidé grâce aux aventures et occupations impériales qui perdurent jusqu'à aujourd'hui. Cette histoire coloniale a fait la fortune des armateurs, des planteurs, des négriers et des industriels en tout genre dont on retrouve aujourd'hui les descendants parmi les principales fortunes du CAC40. En dépit de la décolonisation, souvent acquise de haute lutte par les peuples contre un État français qui ne voulait pas renoncer à ses possessions, la France reste présente aujourd'hui sur quatre des cinq continents.

Malgré les lois successives, les départements et collectivités « d'Outre-Mer » continuent à être des territoires de seconde zone occupés par la France. Les populations locales historiques y vivent, habitent, travaillent ou sont condamnées au chômage sans avoir, dans les faits, les mêmes droits et conditions que les travailleurs et les classes populaires dans l'Hexagone. C'est ce qu'ont cruellement mis en lumière, par exemple, le scandale du chlordécone, aux Antilles, ou encore les conséquences catastrophiques de la pandémie dans plusieurs territoires « d'Outre-mer ».



# .8



Face à cet état de fait injuste et inique, nous soutenons le droit de l'ensemble des peuples encore colonisés par la France, notamment en Gwadeloup, Kanaky, Lagwiyan, La Réunion, Matnik, Porinetia « Farani », ainsi que l'ensemble des populations sur le territoire hexagonal, notamment en Euskadi-Pays basque Nord, Breizh-Bretagne, et Corsica-Corse, à décider de leur avenir, à défendre l'ensemble de leurs droits culturels et politiques spécifiques, y compris à travers le droit à l'auto-détermination et à la séparation et à obtenir réparation.

# A bas l'impérialisme !

## A bas les interventions et les occupations militaires françaises à l'étranger !

### En défense de la lutte du peuple palestinien

La France n'a pas seulement un passé et un présent colonial. C'est un pays impérialiste aux pratiques néocoloniales. La puissance impérialiste de la France, quoiqu'en déclin, se traduit par un appui systématique à ses multinationales et à ses entreprises qui, au mépris des droits les plus élémentaires, y compris des traités et résolutions ratifiés par Paris, pillent, polluent et exploitent les peuples des pays du Sud ainsi que les richesses naturelles, notamment en Afrique, mais pas uniquement. Cela se traduit également par une présence permanente de troupes françaises qui sont les garantes, dans ces pays, de l'ordre néocolonial et qui ont soutenu ou soutiennent encore les pires dictatures amies de la France.

Sous divers prétextes, à commencer par la « lutte contre le terrorisme », cette présence permanente est complétée par des interventions militaires qui durent parfois depuis plus de neuf ans. Leur objectif, en réalité, est de garantir l'ordre et la stabilité nécessaires aux bonnes affaires capitalistes aux dépens des populations locales.



Nous exigeons le départ de toutes les troupes françaises d'occupation, la fermeture de toutes les bases militaires à l'étranger et la fin de toutes les interventions militaires françaises à l'étranger car elles sont au service d'intérêts qui ne sont pas les nôtres. Elles alimentent par ailleurs la spirale de terreur qu'elles prétendent combattre, qui frappe avant tout les populations du monde arabo-musulman et qui s'est traduite également, ces dernières années, par des attentats ignobles et sanglants sur le territoire hexagonal. L'ensemble de l'énorme budget consacré à l'armée et à ses guerres pourrait, à l'inverse, être redéployé à des fins socialement utiles, notamment au niveau de la coopération internationale.

Par ailleurs, la France est, comme les autres puissances impérialistes, un allié central d'Israël. Paris n'a jamais été qu'un faux-ami des peuples arabes.

**Nous soutenons le peuple palestinien dans sa lutte contre un État raciste et colonisateur et son droit à mettre en place un seul et même État, car seule une Palestine socialiste serait une issue pour que puissent vivre en paix musulmans, chrétiens et juifs.**



# Ni frexit ni Europe du capital. Pour une Europe des travailleurs et des peuples

Les frontières étroites des États européens ont depuis longtemps été débordées par l'expansion des forces productives. C'est ce que montrent les conflits sanglants entre impérialismes rivaux qu'ont été les deux guerres mondiales du XX<sup>e</sup> siècle et dont l'Europe a été l'épicentre. Après 1945, face à la pression concurrentielle des États-Unis et à leur besoin stratégique d'unifier le bloc occidental derrière leur leadership dans le cadre de la Guerre froide, les principaux États européens ont tenté d'unifier leur territoire en un espace économique commun. L'Union européenne est le produit de cette réalité contradictoire. D'une part, elle garantit une circulation essentielle des capitaux et des marchandises. D'autre part, l'absence d'une véritable unification politique constitue un obstacle majeur pour que cette entité existe dans les cadres des frictions et oppositions pour l'hégémonie internationale. Ce déficit d'unification est le produit

des divisions nationales, résultant du fait que les États-nations ont été et restent formés par et autour des bourgeoisies nationales, du poids qui continue à être celui des États-Unis dans la politique, la géopolitique et vis-à-vis des questions militaires au sein de l'UE, ainsi que des divisions nationales au sein de l'Union. Ainsi, l'UE constitue encore aujourd'hui le théâtre de rivalités nationales entre États européens qui font périodiquement vaciller tout l'édifice et, en cas de crise grave, menacent son existence même.

A la suite de la crise de 2008-2009 et avec la crise de la dette, les politiques d'austérité se sont intensifiées. C'est ce dont a témoigné, entre autres, le martyre vécu par les classes populaires en Grèce qui ont subi ajustements et offensive austéritaire sous la houlette du soi-disant gouvernement de gauche d'Alexis Tsipras et de Syriza. Dans ce contexte, face au mécontentement et au rejet provoqués par cette Europe des capitalistes, les démagogues de

# .10

droite comme de gauche proposent un retour aux États-nations « souverains ». Ce « patriotisme » peine à occulter que ce qui intéresse la bourgeoisie n'est pas du tout la défense de la patrie mais la défense des marchés, des sources d'approvisionnement en matières premières ainsi que les différentes sphères d'influence impérialistes. La bourgeoisie ne défend jamais « la patrie ». Elle défend la propriété privée, ses privilèges et ses profits.

A l'inverse, pour les classes populaires, le rétablissement des frontières nationales signifierait une régression économique et sociale que les gouvernants feraient payer aux travailleurs en premier lieu, ainsi qu'une fuite en avant derrière des politiciens qui feraient le lit de la xénophobie, du racisme et de la division du camp du monde du travail.

En tant que communistes et, donc, en tant qu'internationalistes, nous luttons contre tout ce qui divise notre classe, qui ne connaît pas de frontières. Nous soutenons tout ce qui peut abattre les murs et les barbelés et saper la position de « notre » bourgeoisie. Les luttes des travailleuses et des travailleurs et les mouvements sociaux dans les autres pays d'Europe ne peuvent que renforcer notre position et encourager les résistances, ici, en France.

**Face à l'Europe du capital qui n'a à offrir que davantage de misères et de tragédies sociales pour le monde du travail et pour les peuples, nous revendiquons le combat pour des gouvernements ouvriers, dans la perspective d'instaurer les États-Unis socialistes d'Europe, la seule perspective viable et rationnelle pour sortir de l'impasse et du faux-dilemme « rupture avec l'UE » ou « Europe du capital » telle qu'elle existe.**

# pour un gouvernement des travailleuses et des travailleurs, des classes populaires et de toutes et tous les exploités et opprimés, en rupture avec le capitalisme

Le régime politique actuel et l'État sont fonctionnels au maintien de l'exploitation capitaliste. Comme le disait déjà Marx dans le *Manifeste communiste*, l'État tel que nous le connaissons n'est pas au service de l'intérêt commun. Ce n'est jamais que le conseil d'administration de la bourgeoisie. Sans cet appareil de domination, qui comprend les forces de répression, les services de renseignement, l'appareil judiciaire et pénitentiaire, l'exécutif et le parlement lui-même, l'infime minorité de capitalistes qui nous dirige ne serait pas en mesure de maintenir ses privilèges.

Pour ce faire, ils sont aidés par les « appareils idéologiques » de ce système, à l'image des grands groupes de presse et médiatiques, par l'ensemble des structures qui dirigent les différentes sphères sociales ayant trait à l'éducation,



au culturel ou encore au religieux. L'histoire du mouvement ouvrier, de notre camp social, montre que jamais la bourgeoisie ne renoncera à ses privilèges sans combat, pas davantage que les autres classes dominantes dans le passé. Ni les seigneurs féodaux, ni les esclavagistes, ni les empires coloniaux n'ont été renversés sans combat.



C'est ce que nous montrent la Révolution de 1789, la Révolution haïtienne contre l'esclavagisme ou, plus proche de nous, les guerres de libération en Indochine ou en Algérie, quand bien même la



bourgeoisie et ses alliés font tout pour en déformer le souvenir et en effacer la trace.

Face aux reculs sociaux à répétition que nous avons encaissés au cours des dernières décennies, les directions syndicales ont soit directement cautionné l'éclatement progressif de nos acquis, soit appuyé des mobilisations en ayant pour objectif un « véritable » dialogue

social, comme s'il était possible de négocier un recul. A l'inverse, si l'on veut imposer l'ensemble des mesures nécessaires que nous défendons, pour faire en sorte que ce soient les patrons et les plus riches qui paient la crise et non le monde du travail, les classes populaires et la jeunesse, alors il nous faut nous organiser et créer un rapport de forces par en bas.

Face à un système mondial, comme l'a d'ailleurs montré la pandémie, il est illusoire de chercher des solutions dans des réformes marginales. Alors que la grande bourgeoisie veut nous imposer un recul généralisé de nos droits et conditions de vie et de travail et accroître sa compétitivité alors que le marché mondial ne cesse de rétrécir, il est tout aussi illusoire de parier sur une forme de patriotisme économique qui ne ferait que renforcer le danger du nationalisme réactionnaire incarné par le Rassemblement national de Marine Le Pen ou par Éric Zemmour. Seule la solidarité entre les travailleuses et travailleurs du monde entier pour en finir avec ce système global peut apporter une réponse de fond à une situation qui nous mène tout droit vers la barbarie.

C'est pourquoi la seule réponse progressiste et viable à la crise, à Macron et au monde qu'il nous promet, sera un gouvernement du monde du travail et des classes populaires issu de notre mobilisation révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme et pour créer une autre forme de société, dirigée par en bas, à partir de la socialisation et la planification démocratiques de la production. A l'opposé de la caricature bureaucratique incarnée par le « socialisme réel » qu'ont connu les pays de l'Est et l'ex-URSS, une société communiste sera mille fois plus démocratique que tout ce qu'a jamais pu produire le capitalisme. Elle permettra de sauver la planète et l'humanité, nous toutes et tous, de la catastrophe qui est déjà à l'œuvre.

C'est le pari que nous devons faire, ensemble, dans nos combats, aujourd'hui et demain. C'est le message que porte dans cette élection la candidature d'Anasse.

Cette campagne, en outre, représente l'occasion de lancer un appel à la constitution d'une nouvelle organisation révolutionnaire, à même de dépasser les limites de l'extrême gauche actuelle, dans la perspective d'un grand parti révolutionnaire des travailleuses et des travailleurs.

C'est une nécessité pour toutes celles et tous ceux qui entendent en finir avec cette France du CAC 40, des Bernard Arnault, des Bolloré, des Bettencourt des Mulliez et de leurs amis. Voilà les responsables de la crise dans laquelle nous nous trouvons. Ce sont eux et leurs complices, qui se succèdent au gouvernement depuis des décennies, qui veulent nous faire payer la facture.

Si la candidature d'Anasse a un sens, c'est bien celui de redonner confiance et espoir à celles et ceux à des millions d'exploités et d'opprimés et à tous ceux qui voient la nécessité de renverser la situation et sont déterminés à mener ce combat jusqu'au bout.



# Pour participer ou contribuer à la campagne vous pouvez :

- **Nous aider à briser le black-out médiatique** en relayant la campagne sur les réseaux sociaux, en proposant à vos contacts presse d'en parler, etc.
- **Rejoindre ou créer un comité de campagne** dans votre ville, lieu de travail ou d'étude, pour participer à des collages d'affiches, diffusions de tracts, rencontres autour de la campagne, etc.
- **Proposer la tenue d'une réunion publique** avec Anasse dans votre ville.
- **Proposer votre aide pour la recherche de parrainages.** Celle-ci peut être de divers ordres : si vous connaissez un maire ou conseiller départemental ou régional susceptible de signer, mais aussi si vous êtes disposé à partir à la chasse aux parrainages seul ou avec un autre soutien d'Anasse, si vous avez une voiture à prêter, etc.
- **Faire un don** : contrairement aux gros candidats, notre campagne n'est pas financée par Bolloré et consorts. Notre seul soutien c'est vous, alors chaque don compte pour faire de cette candidature une réalité !



Pour tout cela, rendez-vous sur [www.anassekazib2022.fr](http://www.anassekazib2022.fr)

**Anasse  
Kazib  
2022**

**soutenu par**  
**Révolution  
Permanente**

**Pour que Anasse Kazib soit présent en 2022**

**Faites un don pour la campagne !**



rendez-vous sur

[www.anassekazib2022.fr](http://www.anassekazib2022.fr)